

L'ARGENT PUBLIC DOIT SERVIR L'EMPLOI, PAS LES ACTIONNAIRES !

« Pas un euro d'aide publique sans contrepartie sociale et environnementale ! »

LA SITUATION : UN SCANDALE QUI CONTINUE, UN RAPPORT QUI CONFIRME NOS EXIGENCES

Le Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan vient de rendre son rapport sur les **aides publiques aux entreprises**. Un an après les révélations de la commission d'enquête du Sénat, la messe est dite : des milliards d'euros sont versés chaque année aux entreprises sans un véritable suivi, sans contrôle rigoureux et, surtout, **sans aucune contrepartie réelle pour les travailleurs**.

Pendant qu'on nous demande de serrer la ceinture, que les conditions de travail se dégradent et que les salaires stagnent, les caisses de certaines grandes entreprises se remplissent grâce à l'argent public.

LE LIEN DIRECT AVEC FRANCE TRAVAIL : ON NOUS MARCHE SUR LA TÊTE !

À **France Travail**, nous sommes en première ligne.

- D'un côté, on durcit les contrôles, on traque, on infantilise les privés d'emploi, et on flexibilise toujours plus les travailleurs sous couvert de « retour à l'emploi ».
- De l'autre, on distribue des milliards d'euros à des entreprises sans leur demander de comptes ni exiger qu'elles créent des emplois durables, qu'elles embauchent en CDI ou qu'elles augmentent les salaires !

La politique du « en même temps » a échoué. On ne peut pas demander des efforts monstres aux travailleurs privés d'emploi et aux agents de France Travail pendant qu'on signe des chèques en blanc au patronat.

NOS REVENDICATIONS À LA Cgt-FO :

Grâce à l'action et à la constance de notre organisation, la question de la **conditionnalité des aides** s'impose enfin dans le débat public. Mais il ne suffit pas de faire des rapports : il faut des actes !

- **Transparence totale** : Publication immédiate et claire de l'utilisation de chaque euro d'aide versé aux entreprises.
- **Conditionnalité stricte** : Stop aux aides inconditionnelles ! Tout soutien financier public doit être subordonné à des engagements précis : interdiction des licenciements boursiers, création nette d'emplois de qualité, hausse des salaires et transition écologique.
- **Sanctions en cas de fraude** : Remboursement immédiat des aides pour les entreprises qui profitent du système tout en supprimant des postes ou en augmentant leurs dividendes.
- **Des moyens pour le service public** : Assez de la logique comptable à France Travail ! Donnez-nous les effectifs et les budgets nécessaires pour accompagner dignement les usagers, au lieu de reporter la charge sur les travailleurs du service public de l'emploi.

COLLÈGUES DE FRANCE TRAVAIL, NE RESTONS PAS SPECTATEURS !

Les richesses créées par notre travail doivent servir l'intérêt général, pas les actionnaires.

Mobilisons-nous pour exiger un contrôle strict des aides publiques et pour défendre un véritable service public de l'emploi !

Restons informés, restons solidaires, restons syndiqués !

Cgt-FO
France Travail

1 SUR 5
20 % DE GRÉVISTES
→ **+ 1,5 %**
D'AUGMENTATION GÉNÉRALE

2 SUR 5
40 % DE GRÉVISTES
→ **+ 3 % ?**
ET SI NOUS ALLIONS LES CHERCHER

**POUR LA DÉFENSE DE NOS MISSIONS,
DE NOS EMPLOIS, DE NOS MÉTIERS,
POUR DES AUGMENTATIONS SIGNIFICATIVES
DE NOS SALAIRES ET DE NOS TRAITEMENTS**

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
ET DANS LES MANIFESTATIONS**

JEUDI 5 NOVEMBRE

**SI 1 AGENT SUR 5 A SUFFI À FAIRE PLIER LE MINISTÈRE,
IMAGINONS CE QUE NOUS POUVONS ARRACHER SI NOUS SOMMES DEUX FOIS PLUS NOMBREUX !**

Les textes de nos tracts sont rédigés par les militants de la Cgt-FO.

Nous ne recourons à l'intelligence artificielle que pour certaines mises en forme et mises en page.